

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Egho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Autorités de Tutelle.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'Agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'Ordonnateur et l'Agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 18 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

Florence Pestie

Romain Mercier
Associé

Florence Pestie
Associée



Comptes sociaux et Annexe

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

EXERCICE 2023



COMPTES ANNUELS

1-Actif

2-Passif

3-Compte de résultat

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	90 021 896	82 753 165	7 268 732	5 375 740
Fonds commercial	1 028 120	635 120	393 000	568 800
Autres immobilisations incorporelles	296 311	291 928	4 383	11 161
Immobilisations incorp encours, avances et acomptes	2 568 168		2 568 168	4 009 512
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 334 459	2 181 305	11 153 154	11 031 686
Constructions	438 125 533	307 267 254	130 858 279	135 450 127
Installations techniques, matériel, outillage	246 751 498	172 590 614	74 160 884	76 876 162
Collections	6 850		6 850	6 850
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	76 148 720	62 942 411	13 206 309	14 895 194
Immobilisations en cours	19 300 267	112 858	19 187 409	15 567 004
Avances et acomptes	184 392		184 392	43 700
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (biens vivants)				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	3 879 905		3 879 905	3 879 905
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	16 043		16 043	16 043
Prêts	23 687 553		23 687 553	22 908 510
Autres immobilisations financières	1 593 442	4 393	1 589 050	1 600 056
ACTIF IMMOBILISE	916 943 159	628 779 048	288 164 111	292 240 449
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	36 018 037	535 415	35 482 623	36 656 147
En-cours de production de biens	11 446 415	4 790 411	6 656 003	6 604 398
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	93 383 613	65 928 202	27 455 411	25 109 608
Marchandises	574 370	897	573 473	581 930
CREANCES				
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	23 049 960		23 049 960	14 859 927
Créances clients et comptes rattachés	196 067 887	1 378 053	194 689 834	173 640 093
Créances sur redevables (fiscalité affectée)				
Avances et acomptes versés sur commandes	477 806		477 806	163 307
Créances pour compte (dispositifs d'intervention)	66 899		66 899	
Autres créances	10 502 263	3 994 617	6 507 646	5 743 773
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
Charges constatées d'avance	6 146 847		6 146 847	5 383 592
ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	377 734 098	76 627 596	301 106 503	268 742 777
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	9 840 208		9 840 208	38 682 149
Autres				
TRESORERIE	9 840 208		9 840 208	38 682 149
Comptes de régularisation actif				
Ecart de conversion actif	12		12	8 349
TOTAL GENERAL	1 304 517 477	705 406 644	599 110 833	599 673 723

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
FINANCEMENTS RECUS		
Financement de l'actif par l'Etat	55 748 271	54 960 088
Financement de l'actif par des tiers	9 982 293	11 534 649
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	154 742 692	154 742 692
Report à nouveau	44 452 230	84 824 247
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(8 667 228)	(40 372 017)
Provisions réglementées	0	0
FONDS PROPRES	256 258 257	265 689 659
Provisions pour risques	28 211 085	29 449 659
Provisions pour charges	127 304 478	128 098 817
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	155 515 563	157 548 476
DETTE FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 125 000	11 625 000
Dettes financières et autres emprunts	159 236	154 716
DETTE FINANCIERES	10 284 236	11 779 716
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	129 046 362	114 531 475
Dettes fiscales et sociales	42 457 352	43 855 473
Avances et acomptes reçus		
DETTE DIVERSES		
Dettes pour compte (dispositifs d'intervention)		
Autres dettes	1 092 764	1 094 539
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 455 921	5 173 995
DETTE NON FINANCIERES	177 052 400	164 655 481
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive		
TRESORERIE		
Comptes de régularisation passif		
Ecart de conversion passif	378	391
	599 110 833	599 673 723

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Subventions pour charges de service public			59 125 236	26 330 254
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques				
Subventions affectées aux opérations d'intervention			188 469	103 072
Dons et legs				
Produits de la fiscalité affectée				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE			59 313 705	26 433 326
Ventes de marchandises	1 500 536	84 499	1 585 036	1 358 663
Production vendue de biens	693 109 135	7 008 545	700 117 679	692 452 270
Production vendue de services	180 962 385	1 273 762	182 236 147	180 112 249
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	875 572 056	8 366 805	883 938 862	873 923 182
Produits de cessions d'actifs			5 320 731	4 666 515
Production stockée			3 561 168	3 457 959
Production immobilisée				
Autres produits de gestion			8 554 751	7 567 024
Opérations en commun (bénéfice attribué ou perte transférée)				
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE			901 375 512	889 614 681
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			150 961 914	129 479 689
Reprises du financement rattaché à un actif			2 060 655	2 695 800
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 113 711 787	1 048 223 496
ACHATS				
Achats matières premières, marchandises			176 568 808	176 852 628
Variation de stock (matières premières, march...)			1 492 492	(945 282)
Autres achats et charges externes			248 940 843	237 035 095
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			357 698 650	344 354 197
Charges sociales			115 318 278	110 850 969
Intéressement et participation				
Autres charges de personnel			11 196 676	12 008 177
AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Impôts, taxes et versements assimilés			17 164 504	20 958 454
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)			12 902 607	5 515 286
Opérations faites en commun (perte supportée ou bénéfice transféré)				
CHARGES D'INTERVENTION				
Charges d'intervention				
Dotations aux provisions sur dispositifs d'intervention				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et dépréciations			42 011 072	40 926 834
Dotations aux provisions			68 442 140	69 674 524
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			71 569 877	70 490 053
Valeur nette comptable des actifs cédés			1 657 950	1 832 643
CHARGES D'EXPLOITATION			1 124 963 895	1 089 553 578
RESULTAT D'EXPLOITATION			(11 252 109)	(41 330 082)
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits nets sur cessions des immobilisations financières			1 177 172	985 526
Intérêts sur créances non immobilisées				
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			25 093	2 276
Gains de change			11 371	11
Autres produits financiers			80 819	175 745
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières				
PRODUITS FINANCIERS			1 294 456	1 163 557
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt			83 164	91 495
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change			8 904	52 313
Autres charges financières				10
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières			801 482	636 949
CHARGES FINANCIERES			893 550	780 766
RESULTAT FINANCIER			400 907	382 791
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(10 851 202)	(40 947 291)
Impôt sur les sociétés			2 183 974	575 274
RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE OU PERTE)			(8 667 228)	(40 372 017)

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG



Sommaire

0 REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2023	9
1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives	9
1.2 Contrôles externes des comptes	10
1.3 Immobilisations	11
1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS	11
1.3.2 Dépréciations d'immobilisations	11
1.3.3 Principaux travaux immobiliers	11
1.3.4 Participations financières	12
1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif	12
1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy	12
1.4.2 Affaire Mérel	13
1.4.3 Affaire Garretta	13
1.4.4 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels	14
1.4.5 Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)	15
1.4.6 Provision pour risques et charges fiscales	16
1.4.7 Provisions relatives aux relations contractuelles	17
1.4.8 Stocks de sang placentaire	18
1.4.9 Provisions relatives à un risque social	19
1.5 Intéressement	19
2 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	20
2.1 Le résultat d'exploitation est déficitaire de – 11,3 M€	20
2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est contenue à + 3,2%	20
2.1.2 Les produits d'exploitation progressent de + 6,2%	24
2.2 Le résultat financier est équilibré	25
2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts	25
2.4 Détail de la créance future d'impôts	25

3_ BILAN AU 31 DECEMBRE 202327

3.1 Bilan actif.....27

3.1.1 *L'actif net immobilisé représente 48 % du total de l'actif.....27*

3.1.2 *L'actif circulant augmente de 32,4 M€29*

3.2 Bilan passif.....34

3.2.1 *Les fonds propres de l'EFS diminuent de – 9,4 M€34*

3.2.2 *Les provisions inscrites au passif diminuent de 2 M€35*

3.2.3 *Les dettes financières diminuent de 1,5 M€ du fait des remboursements d'emprunt.....35*

3.2.4 *Les dettes d'exploitation augmentent de + 12,4 M€.....36*

3.2.5 *Les dettes diverses et comptes de régularisation diminuent de 0,7 M€37*

TABLEAUX ANNEXES 38 à 56

0_REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'Etablissement Français du sang (EFS) est un établissement public de l'Etat créé par la loi n°98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire. Cet établissement dont les missions sont décrites à l'article L. 1222-1 du code de la santé publique est, depuis le 1^{er} janvier 2000, l'opérateur unique en matière de transfusion sanguine.

➡ L'EFS est soumis au régime financier et comptable prévu par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Les titres I et III du décret sont applicables à l'EFS à l'exception des articles 175, 178 à 185 et 204 à 208 qui concernent la comptabilité budgétaire et les articles 220 à 228 qui se rapportent au contrôle budgétaire.

Le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012, porte adaptation du code de Santé Publique (CSP) aux nouvelles règles de gestion budgétaires et comptables.

Son article 3 concerne l'EFS. Il modifie les articles suivants du CSP :

- R 1222-6 : le terme EPRD est remplacé par budget ;
- R 1222-7 : les délibérations portant sur le budget et les comptes sont exécutoires dans les conditions prévues au décret 2012-1246 du 7 novembre, au titre III ;
- R 1222-12 : l'EFS est soumis aux dispositions des titres I et III à l'exception des articles concernant la comptabilité et le contrôle.

L'Etablissement Français du Sang ne vote ni n'exécute son budget en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

➡ Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des articles 212, 213 et 214 du décret GBCP.

L'article 212 du décret GBCP relatif au compte financier a été modifié par le décret n°2018-61 du 23 janvier 2018. Le compte financier est désormais soumis à l'organe délibérant, au plus tard dans les 75 jours suivant la clôture de l'exercice.

➡ Les principes de comptabilisation des opérations sont conformes au régime applicable aux établissements publics industriels et commerciaux dotés d'un agent comptable, et les dispositions comptables spécifiques à l'EFS ont été approuvées par le Conseil National de la Comptabilité (avis n° 00-21 du 29 novembre 2000).

L'EFS applique les principes comptables prévus dans l'avis du CNOCP n°2015-05 du 8 avril 2015 relatif aux normes comptables pour les établissements publics, ainsi que l'instruction comptable commune « M9 » qui y est associée et les principes comptables prévus au Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP).

➡ Les résultats de l'exercice 2023 ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation de l'EFS dont la mission de service public est soutenue par ses Ministères de tutelle.

➡ Les comptes présentés au titre de l'exercice 2023 traduisent les opérations de la 24^{ème} année d'activité de l'EFS sur une période de 12 mois correspondant à l'année civile.

1_FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2023

1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives

Pour mémoire, l'activité de l'EFS a connu une baisse significative en 2022 concernant à la fois les cessions de produits sanguins labiles et les cessions de plasma pour fractionnement.

La décision d'une dépréciation éventuelle des actifs de production à ce titre n'a pas été retenue en 2022 dans la mesure où, à ce stade, la persistance de cette situation n'était pas avérée.

En 2023, la baisse des cessions de produits sanguins thérapeutiques s'est cependant poursuivie. En revanche les cessions de plasma à usage non thérapeutique (plasma pour fractionnement) ont augmenté de manière significative.

Dans la poursuite de 2022, la position est prise par l'établissement de ne pas déprécier les actifs de production en 2023. Elle est justifiée par note de la Direction des Affaires Financières de l'EFS qui précise les éléments de contexte suivants :

1. L'activité de PSL

L'EFS fait face à une baisse d'activité substantielle sur la cession de concentrés de globules rouges aux établissements de santé en 2022 et 2023.

Ainsi, la baisse de cessions des Concentrés de Globules Rouges (CGR) s'élève à 3,5% en 2022 versus 2021 et de 4,3% supplémentaires en 2023 versus 2022.

Cette baisse d'activité des cessions de CGR, bien qu'elle soit substantielle, ne remet pas en question le dimensionnement des actifs de production strictement nécessaires à la réalisation de cette activité au sein de l'Etablissement. En effet, le maillage territorial des collectes reste inchangé avec une volonté d'être présent sur l'entièreté du territoire, et une volonté de pouvoir proposer une offre de collectes suffisante pour être au plus proche des donneurs.

Il est à noter par ailleurs que des difficultés importantes liées à l'organisation des collectes notamment du fait de problématiques RH (recrutement, absentéisme, turnover) perdurent sur l'exercice 2023, complexifiant l'activité de prélèvement. Ces facteurs qui restent conjoncturels sont compensés en partie par le maillage territorial et le développement d'une offre variée. D'autres facteurs qui deviennent plus structurels tels que les problématiques de fréquentation appuient cette nécessité de conserver un maillage territorial le plus étendu possible.

L'activité de préparation est certes moins importante en termes de flux de production mais des spécificités liées à cette activité (nécessité d'irradier certaines poches par exemple ou encore la préparation ad hoc de produits spécifiques) nécessitent de conserver l'entièreté du parc de matériels. En sus, la multiplicité de produits à préparer et la nécessité de respecter des délais réglementaires contraignent le parc. La faible décroissance étalée au cours d'une année ne permet pas de se séparer ou de ne pas renouveler des équipements. Enfin il n'y a pas eu de saut technologique permettant de supprimer certains équipements. Ce parc est globalement vieillissant avec un taux d'amortissement qui dépasse les 70%.

L'activité de qualification biologique du don reste soutenue sachant que l'activité de plasma pour fractionnement augmente et que la qualification biologique du don est réalisée sur l'ensemble des

prélèvements (sang total et aphérèse). Par ailleurs, des examens complémentaires sont demandés lors d'émergence de nouveaux virus (ex : épidémie d'arbovirose ou mise en place du dépistage VHE).

Dans ce contexte, la valorisation des actifs de production (collecte, préparation, qualification biologique du don) n'appelle pas le passage d'une provision de dépréciation de ces actifs.

2. L'activité de plasma pour fractionnement

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 827 K litres en 2023 contre 782 K litres en 2022, soit une augmentation de 5,7%. La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 31% en 2023, vs 24% en 2022.

Les volumes issus d'aphérèse sont en augmentation de 35%.

L'activité de plasmaphérèse est en pleine croissance, l'objectif de l'EFS est d'optimiser les moyens existants afin d'augmenter les volumes produits et la productivité sur cette activité qui a fortement souffert en 2022.

Le budget 2024 s'inscrit également dans cette tendance avec une progression des cessions de plasma pour fractionnement de 6,5% (881 KL) et une augmentation de l'activité de plasmaphérèse de 17,8%.

La valorisation des actifs de production sur cette activité, en particulier les séparateurs d'aphérèses plasmatiques reste ainsi inchangée compte tenu de la nécessité de préserver l'outil de production sur cette activité, qui permettra de répondre à la production en forte croissance.

1.2 Contrôles externes des comptes

➡ L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2023, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle.

Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.

➡ Un contrôle fiscal avait été ouvert en 2022 pour la période 2018-2021 concernant les déclarations fiscales de l'EFS (avis de vérification de comptabilité par la DVNI du 4 juillet 2022)

Une première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR 2018 et IS 2019.

Une seconde proposition de rectification (n° 3925-V-SD du 7 avril 2023) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR de 2019 à 2021.

Au total, les rectifications se sont élevées à :

- 1 442 458 € pour les quatre années de CIR contrôlées ;
- 1 831 477 € pour l'IS de 2019 (résultat fiscal non déficitaire) ;
- 116 527 € de TVA à reverser sur des cessions immobilières.

L'EFS s'est acquitté de l'intégralité de ces redressements non contestés et a obtenu une remise gracieuse intégrale de toutes les pénalités et intérêts de retard.

1.3 Immobilisations

1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS

➡ La DGFIP a demandé aux Etablissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il a résulté que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces entités.

Pour 2023, les locaux situés au sein de l'hôpital de Meaux (77) ont été sortis des biens mis à disposition de l'EFS compte tenu de la fermeture de ce site.

Au 31 décembre 2023 figurent au bilan 24 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 19,8 M€ dont 17,3 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif.

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie sont repris en résultat au même rythme, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

1.3.2 Dépréciations d'immobilisations

➡ Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année une enquête patrimoniale qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2023, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,2 M€, sans évolution significative par rapport à l'année précédente.

1.3.3 Principaux travaux immobiliers

➡ Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2023, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2023 sont en diminution de 1 M€ par rapport à 2022 et s'élèvent à 10,5 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation des sites de la région Centre Pays de la Loire : 2 M€
- Plateau technique de Loos-lez-Lille : 1,9 M€
- Réhabilitation du site de Besançon : 2,7 M€

➡ En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2023, principalement :

- Site régional de Tours Bretonneau : 1,8 M€
- Rénovation des locaux de thérapie cellulaire de Bordeaux : 0,7 M€
- Rénovation des sites de Perpignan et Toulouse Purpan : 1,2 M€
- Rénovation des locaux de QBD à Angers : 0,5 M€
- Travaux maison du don de Charleville-Mézières : 0,5 M€

1.3.4 Participations financières

En 2017, une augmentation de capital de Diagast a été réalisée avec l'entrée, à hauteur de 18,2 %, des groupes régionaux d'investissement GEI et IRD comme actionnaires minoritaires aux côtés de l'EFS.

La valorisation à l'actif des actions de l'EFS reste inchangée en 2023 pour un montant de 3,9 M€.

1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

➡ La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6 M€ HT.

Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS aurait à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle.

Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'Etablissement a rejetée.

Le CHU de Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance était trop incertaine pour donner lieu à une telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le Tribunal Administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision. Le TA de Nancy a renvoyé la requête devant le Tribunal Administratif de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le Tribunal Administratif de Paris. L'affaire n'a fait l'objet d'aucun jugement en 2023.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

1.4.2 Affaire Mérel

- ➡ Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€.

Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019, des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 6,9 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée.

Toutes les actions en recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance.

Par ailleurs, la mise en débet de l'Agent comptable principal en fonction à cette période a fait l'objet d'une procédure de recours en cassation auprès du Conseil d'Etat qui a annulé l'arrêt initial de la Cour des Comptes.

Un jugement définitif de la Cour, rendu le 3 janvier 2018, a conclu à l'absence de toute charge à l'encontre de l'Agent comptable principal.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration de l'EFS du 7 octobre 2022 a émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse des débits des ACS de Bretagne.

Leur dossier a également été apprécié de manière favorable par un avis du Ministre des Finances du 20 février 2023, ce qui a permis de solder en totalité le dossier de mise en débet des agents comptables secondaires au cours de l'exercice 2023, **sans impact sur le compte de résultat** de l'EFS.

1.4.3 Affaire Garretta

- ➡ Pour rappel, par arrêté du 9 mai 2001, la Cour d'Appel de Versailles a condamné Michel Garretta à rembourser à la FNTS/EFS (dans le cadre de la reprise des droits et obligations de la FNTS par l'EFS) la somme de 0,9 M€. Cette créance productive d'intérêts, représente actuellement un montant de 1,6 M€ dans les comptes de l'EFS, totalement couverte par une provision à 100%.

Les différentes tentatives de recouvrement exercées depuis lors par l'EFS se sont révélées infructueuses, notamment du fait de la mise en liquidation judiciaire de M. Garretta par jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 12 septembre 2012.

La clôture de la procédure de liquidation prononcée le 26 février 2020, à la demande du liquidateur, au motif de l'insuffisance d'actif, éteint les possibilités de recouvrement de la créance de l'EFS qui avait été produite dans cette affaire.

Le ministère public ayant interjeté appel à l'encontre du jugement prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Michel Garretta, cette affaire a été plaidée devant la Cour d'Appel de Paris. Le jugement rendu le 17 novembre 2020 a confirmé la clôture de la procédure collective de Michel Garretta.

La procureure générale près la Cour d'Appel de Paris a exercé, par acte en date du 03/02/2021, notifié à l'EFS, un pourvoi sollicitant la cassation et l'annulation pour violation de la loi de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17/11/2020 ayant confirmé la clôture de la procédure pour insuffisance d'actifs. Ce pourvoi a fait l'objet d'un rejet en date du 14 septembre 2022.

Par cet arrêt rendu le 14 septembre 2022, la chambre commerciale de la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé. Constatant que les procédures de recouvrement sont maintenant irrémédiablement closes, le Conseil d'Administration de l'EFS lors de sa séance du 10 mars 2023 a accepté l'admission en non-valeur de la créance de M. Garretta devenue totalement irrécouvrable pour un montant de 1,6 M€. Cette décision est **sans impact sur le résultat**, cette créance ayant été totalement provisionnée au cours des années antérieures.

1.4.4 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels

● Contentieux organismes Tiers Payeurs

➡ L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 a confié à l'ONIAM un nouveau dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. A également été prévue la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.

➡ Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a ouvert une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS afin de se voir rembourser les débours exposés, action ouverte uniquement si l'EFS peut mobiliser une garantie assurantielle. Cependant le refus de garantie opposé par les assureurs des anciens centres de transfusion avait mis en échec le dispositif et fait peser sur le seul EFS le poids des débours.

➡ En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles.

La mise en œuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donnera pas suite et les Caisses n'initieront pas de recours contre l'EFS et aucune nouvelle demande ne sera adressée à l'EFS ;
2. pour les contentieux judiciairisés en première instance, les Caisses procéderont à un désistement d'instance ;
3. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
4. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Le point 1 été mis en œuvre dès 2021. L'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions antérieurement constituées à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 2 à 4, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Le montant de ces provisions au 31 décembre 2023 s'élève à 1,1 M€.

Par ailleurs, les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans les dossiers pour lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir ces frais évalués à 1,1 M€.

● *Autres contentieux transfusionnels hors du champ de l'ONIAM*

Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours au stade judiciaire de l'appel. Ils n'ont fait l'objet d'aucune évolution en 2023, une provision de 1 M€ inchangée est maintenue dans les comptes.

1.4.5 *Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)*

● Le calcul de la PIDR au 31 décembre 2023 s'appuie sur les hypothèses suivantes :

Hypothèses générales	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
REVALORISATION SALAIRES ANNUELLE	1,800%	3,850%	4,990%	1,800%
REVALORISATION SALAIRES MOYENNE 3 ANS	1,853%	1,800%	3,123%	3,547%
RENDEMENT FINANCIER ACTIFS LT	0,09%	0,52%	3,27%	2,96%
TAUX DE CHARGES SOCIALES & FISCALES	41,90%	41,64%	41,70%	41,30%
AGE DE DEPART A LA RETRAITE MOYEN	63,0	64,0	63,0	64,0
TABLE DE MORTALITE UTILISEE	2016-2018	2017-2019	2018-2020	2018-2020
TURNOVER	2,66%	3,12%	3,65%	3,78%
ENGAGEMENT ACTUALISE	81 314 183	77 200 267	68 635 413	72 154 741

L'âge moyen de départ à la retraite a été porté à 64 ans et correspond à l'augmentation de l'âge moyen observé des départs à l'EFS. Il prend ainsi en compte les impacts potentiels de la réforme des retraites entrée en vigueur à partir du 15 avril 2023.

Le taux d'actualisation retenu dans le calcul au 31 décembre 2023 est le Taux de l'Echéance Constante - 20 ans, soit 2,96% à fin décembre 2023 contre 3,27% à fin décembre 2022 (*source : Banque de France*).

Le taux de turn-over utilisé dans les calculs est la moyenne des taux de démission sur les quatre dernières années.

Le taux de revalorisation salariale utilisé pour le calcul au 31 décembre 2023 a été limité à 1,80 % afin de ne pas prendre en compte les effets de l'augmentation exceptionnelle effectuée en 2021.

● L'engagement total de PIDR calculé avec ces hypothèses s'élève à 72,2 M€.

Pour atténuer les impacts sur le résultat de l'évolution des taux d'actualisation, il a été décidé au 31 décembre 2014, de mettre en œuvre la recommandation ANC n° 2014-02, permettant d'appliquer la méthode du corridor.

Au 31 décembre 2017, la méthode a été complétée par la prise en compte dans le corridor de l'ensemble des écarts actuariels depuis le 1^{er} janvier 2014 y compris la prise en compte du changement de la table de turn-over au 31 décembre 2014 en changement de méthode comptable.

Par ailleurs, le mode de comptabilisation a été modifié de manière à distinguer la part de provision reprise au titre des départs en retraite de l'année (reprise des prestations servies), de la part de la dotation annuelle brute.

- L'ensemble des écarts actuariels n'impactant pas le compte de résultat s'élève à 6,1 M€ au 31 décembre 2023 (méthode du corridor). Ainsi, sur les 72,2 M€ de l'engagement total, l'inscription en comptabilité se trouve limitée à 66,1 M€.

Au final, la provision évolue de la façon suivante :

Détermination de la provision	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
Provision N-1	62 082 324	62 898 979	63 038 587	64 985 909
Montant de la dotation N (charge)	5 721 540	5 636 617	7 242 445	5 996 459
Reprises (prestations payées)	-4 904 885	-5 497 009	-5 295 123	-4 924 783
Impact changement du turnover / changement de méthode				
Dotations nettes	816 655	139 608	1 947 322	1 071 676
Provision N	62 898 979	63 038 587	64 985 909	66 057 585

Pour l'exercice 2023 la provision enregistre ainsi une progression nette de 1,1 M€.

1.4.6 Provision pour risques et charges fiscales

➡ Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1^{er} janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84 % en 2018 à 14 % en 2019.

Resté inchangé jusqu'en 2022, le prorata global de récupération de TVA passe de 14 % à 17 % à compter de 2023.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5^{ème} (biens meubles) ou 1/20^{ème} (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

Pour 2023 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 3,2 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 10,7 M€.

➡ Réponse de l'administration fiscale au rescrit « TVA »

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit a été reçue, datée du 15 février 2024.

Dans sa réponse, l'Administration valide les demandes que l'EFS avait formulées et les techniques comptables de détermination du prorata proposées, ce qui permet à l'Etablissement de bénéficier d'un prorata de TVA récupérable qui lui est plus favorable.

La réponse au rescrit étant d'application immédiate et impactant de manière importante les comptes 2023 de l'EFS, des écritures complémentaires ont dû être prises en compte au 31/12/2023.

Les impacts comptables enregistrés sur les comptes 2023 sont les suivants :

- Reprise de la provision constituée sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 : + 7,2 M€ ;
- TVA déductible supplémentaire pour 2022 en application des nouvelles modalités de calcul : + 1,5 M€ ;
- TVA déductible supplémentaire pour 2023 en application des nouvelles modalités de calcul : + 2,1 M€ ;
- Ajustement des montants relatifs à la TVA à reverser sur immobilisations pendant 20 ans suite au changement de régime fiscal de 2018 : + 0,4 M€.

➡ Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la CJUE.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient rejetées jusqu'en 2022, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée. L'EFS a décidé de se pourvoir en Cassation contre ces arrêts devant le Conseil d'Etat.

Par un arrêt du 23 novembre 2023, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi et condamné l'EFS à restituer les sommes réclamées par les établissements de santé requérants.

Les encours judiciairisés concernés s'élèvent à 1,1 M€ et ont fait l'objet d'une provision pour risque en 2022. Les mises en paiement effectives vont devoir être réalisées dans le courant de l'année 2024 au fur et à mesure des jugements qui interviennent dans chaque dossier. Ces versements seront sans impact sur les résultats à venir compte tenu de la provision existante.

1.4.7 Provisions relatives aux relations contractuelles

➡ Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ avait été constituée à ce titre pour 2022. Au cours de l'exercice 2023, une indemnité de 548 K€ a été versée.

Compte tenu des demandes en cours au 31 décembre 2023, un solde de 500 K€ reste provisionné.

Litige contractuel avec un client

Divers manquements contractuels sont reprochés à l'EFS par une société cliente, dans le cadre d'un contrat de partenariat confiant à l'EFS une mission de développement d'un médicament de thérapie innovante (MTI) expérimental.

La société cliente a assigné l'EFS devant le Tribunal Judiciaire de Grenoble le 24 novembre 2023. A ce stade et sur avis de l'avocat en charge du dossier, il peut être envisagé un risque de condamnation pécuniaire limité à 0,5 M€ (risque correspondant à la demande du client au titre de sommes inutilement versées par lui à des tiers dans le cadre du projet, exclusion faite en l'état actuel de la demande, de dommages et intérêts complémentaires évalués par le demandeur à 12 millions d'euros).

1.4.8 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements ;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

Avec cette méthode inchangée depuis 2016 on obtient un coût de revient par USP de 4 654 € pour 2023 contre 3 949 € pour 2022, soit une augmentation de + 17,9%.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 59 393 USP à fin 2023, contre 48 610 USP à fin 2022.

Le taux de rotation est passé de 0,16% en 2022 à 0,14% en 2023.

- Compte tenu du niveau très bas du taux de rotation de ces produits, il a été décidé de constater une provision pour dépréciation à hauteur de 100 % de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 65,8 M€ en 2022 à 66,5 M€ en 2023, soit une augmentation de 0,7 M€.

1.4.9 Provisions relatives à un risque social

Une jurisprudence récente de la Cour de Cassation, intervenue en septembre 2023, a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés : il résulte des décisions concernées que les salariés en arrêt maladie non professionnelle continuent à acquérir des droits à congés payés pendant leur arrêt de travail.

L'EFS a calculé le nombre de jours qui seraient concernés par un effet rétroactif de cette jurisprudence sur les arrêts maladie de 2023 et des 2 années précédentes.

La valorisation de ce nombre de jours de congés perdus a été effectuée en fonction de la rémunération moyenne du statut de chaque collaborateur par application de la formule :

*Rémunération moyenne journalière du statut * nombre de jours de congés perdus * taux d'activité du collaborateur * taux moyen de charges patronales*

Au total, une provision de 4,5 M€ a ainsi été constituée pour couvrir ce risque.

1.5 Intéressement

Aucune provision pour intéressement n'est à prévoir au titre de l'exercice 2023.

La provision pour intéressement des salariés en 2021 s'élevait à 1,6 M€ (+ 1,1 M€ pour abondement et charges sociales).

Le critère EBE/CA s'élève à 2,04 % en 2023 et se situe ainsi en dessous de la limite de 2,5 % qui aurait permis de déclencher un calcul d'intéressement au profit des salariés de l'EFS.

2_COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

Le compte de résultat se présente synthétiquement de la façon suivante :

(en K€)	2023	2022	Evolution
Résultat d'exploitation	-11 252	-41 330	30 078
Résultat financier	401	383	18
Crédits d'impôt	2 184	575	1 609
Résultat	-8 667	-40 372	31 705

Le résultat global s'améliore de 31,7 M€ par rapport à l'année précédente.

2.1 Le résultat d'exploitation est déficitaire de – 11,3 M€

2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est contenue à + 3,2%

- Au total, les charges d'exploitation augmentent de 35,4 M€ entre 2022 et 2023.

Les principales évolutions sont les suivantes :

- ➡ Les achats consommés de matières premières et consommables d'exploitation augmentent globalement de 1,5 M€ (+ 0,8 %), évoluant de façon moins importante que le chiffre d'affaires de l'activité qui progresse de + 1,1 %.

Malgré les impacts de l'inflation, l'évolution des consommations directes est restée mesurée notamment sous l'effet des gains achats obtenus et des négociations effectuées lors des renouvellements de marchés pour limiter les demandes de hausses de prix sollicitées par les fournisseurs.

Cette évolution est variable selon les types de consommables considérés :

Consommations	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
(en K€)				
Réactifs, produits chimiques et pharm.	76 877	75 398	1 479	2,0%
DMU de prélèvement de sang total	30 657	30 970	-313	-1,0%
Kits d'aphérèse et kits de préparation	48 030	46 930	1 100	2,3%
Consommables médicaux et de laboratoires	13 703	13 178	525	4,0%
Autres fournitures (hygiène, entret., informatique, aliment.)	22 234	23 544	-1 310	-5,6%
	191 500	190 019	1 481	0,8%

Les consommations enregistrées pour le poste « autres fournitures » diminuent fortement après 2 années consécutives d'augmentation liées à la crise sanitaire et à la continuité d'activité : masques, visières, gants, solutions hydro-alcooliques (- 1,3 M€).

- ➡ Les dépenses d'énergie et fluides représentent un montant total de 25 M€ en très forte progression de + 13,6 M€

Energie et fluides				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Eau et assainissement	425	408	17	4,2%
Electricité	17 051	5 311	11 739	221,0%
Chauffage	3 768	1 878	1 890	100,7%
Carburants	1 963	2 104	-142	-6,7%
Autres combustibles & azote	1 751	1 616	134	8,3%
	24 958	11 319	13 639	120,5%

L'évolution des coûts de l'énergie sur les marchés mondiaux et français a généré des impacts importants pour l'EFS : les coûts de l'électricité ont été multipliés par plus de 3 et les coûts du chauffage par 2.

Les consommations de carburant ont subi de fortes augmentations tarifaires, mais l'évolution du parc vers des véhicules moins consommateurs en carburant a permis d'en limiter les impacts financiers globaux.

- Les charges externes et services extérieurs (hors personnel externe) évoluent globalement de + 1,9 % représentant une augmentation des charges de + 2,9 M€

Evolution des charges externes (hors personnel extérieur)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
(en K€)	157 573	154 684	2 888	1,9%

➡ L'évolution des principales charges externes est la suivante :

Charges externes				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Locations immobilières et charges locatives	28 168	25 021	3 148	12,6%
Maintenances contractuelles	25 208	24 459	749	3,1%
Honoraires	4 129	5 248	-1 119	-21,3%
Charges externes de communication (y/c routage)	12 550	12 344	206	1,7%
Informatique externalisée	7 572	8 670	-1 098	-12,7%
Transports	19 988	19 607	381	1,9%
Déplacements, frais de missions réceptions	4 969	5 301	-332	-6,3%
Frais relatifs aux donneurs (collation /ext & IK)	2 703	2 686	17	0,6%
Frais postaux et de télécommunication	7 850	7 958	-108	-1,4%
	113 136	111 293	1 843	1,7%
% analysé	71,8%	71,9%		

Les locations immobilières augmentent sensiblement (+ 8,5 %) notamment sous l'effet des actualisations contractuelles, mais les charges locatives qui y sont associées progressent de + 32 % compte tenu des refacturations répercutées à l'EFS par les propriétaires, notamment en matière d'énergie.

Les efforts d'économies engagés en 2023 ont permis de réduire les honoraires de prestataires extérieurs de - 1,1 M€ ainsi que les coûts informatiques externalisés de - 1,1 M€ également.

Les frais de communication (12,6 M€) ont progressé de + 1,7 % et les transports externalisés (20 M€) ont progressé sur une tendance correspondant au taux d'inflation générale de ce secteur d'activité (+ 1,9 %).

Les frais de déplacements, missions réceptions sont restés limités à près de 5 M€ (- 6,3 %).

- ➡ Le nombre d'ETP de personnel intérimaire diminue de - 87 ETPA par rapport à l'année précédente. Il en va de même pour le nombre de personnels mis à disposition de l'EFS qui poursuit sa diminution depuis plusieurs années (- 32,5 ETPA entre 2022 et 2023).

Cependant, le coût moyen des personnels MAD ainsi que celui des intérimaires a augmenté (effet Noria défavorable) et limite l'économie dégagée à 4,2 M€ (- 7,4 %) pour l'ensemble de ces postes.

Intérimaires et MAD				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Personnel intérimaire	33 296	36 038	-2 742	-7,6%
Salaires bruts des personnels MAD	12 635	13 477	-842	-6,2%
Charges sociales des personnels MAD	5 373	5 825	-452	-7,8%
Autre personnel extérieur	329	448	-120	-26,7%
	51 633	55 788	-4 155	-7,4%

- Les impôts et taxes bénéficient d'une évolution favorable de + 3,8 M€ :

Impôts et taxes				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Taxes rattachées aux salaires	16 117	16 001	117	0,7%
TVA non récupérable s/activ. spécif. et prorata	-1 094	2 771	-3 865	-
Autres impôts et taxes	2 141	2 186	-45	-2,1%
	17 165	20 958	-3 794	-18,1%

Une variation globale de la TVA non récupérable est enregistrée comprenant 2 éléments principaux :

- La variation favorable du calcul de TVA récupérable déclarée en 2023 au titre de 2021 pour 0,6 M€ ;
- La récupération de TVA supplémentaire procurée par l'évolution du taux de prorata général de TVA récupérable en 2023 qui passe de 14 % à 17 % (+ 2,8 M€ pour l'année 2023).

- L'évolution de la masse salariale des personnels EFS (salaires bruts et charges sociales) fait apparaître une augmentation de 3,5 % d'une année sur l'autre, soit + 17,1 M€.

Salaires et charges sociales				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Salaires et traitements (hors intéressement)	357 699	344 354	13 344	3,9%
Cotisations sociales & fiscales	142 632	138 856	3 776	2,7%
	500 331	483 211	17 120	3,5%
% du CAHT	58,4%	57,1%		

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution et principalement :

- L'augmentation du nombre d'ETPA salariés de l'EFS : + 74,4 du fait notamment de l'intégration de personnels MAD en tant que personnels salariés de l'EFS ;
- L'attribution d'une augmentation générale de 3,5 % à compter du 1^{er} novembre 2022 pour l'ensemble des salariés afin de tenir compte du contexte inflationniste de l'économie. Cette augmentation générale se répercute en année pleine sur 2023.

➡ En synthèse, le nombre d'ETP global annuel de l'EFS évolue de la façon suivante entre 2022 et 2023 :

Evolution en ETP	déc-23	déc-22	écart	
Contrats CDI	7 627,0	7 563,0	64,0	
Contrats CDD	168,7	158,3	10,4	
Effectifs salariés de l'EFS	7 795,7	7 721,3	74,4	1,0%
Contrats MAD	208,5	241,0	- 32,5	
Contrats INTERIM	521,7	608,8	- 87,1	
Effectifs non salariés de l'EFS	730,2	849,8	- 119,6	
TOTAL ETPA	8 525,9	8 571,1	-45,2	-0,5%

- Les dotations d'exploitation relatives aux amortissements et aux provisions augmentent de 0,9 M€ d'une année sur l'autre :

Dotations exploitation				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Dotations aux amortissements	42 011	40 927	1 084	2,6%
Dotations dépréciations actif circulant (stocks et clients)	71 570	70 490	1 080	1,5%
Dotation aux provisions d'exploitation *	68 442	69 675	-1 232	-1,8%
	182 023	181 091	932	0,5%

* dont nouvelles dotations d'exploitation en	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
provision indemn. départ retraite	5 996	7 242	-1 246	-17,2%
provision Pôle Emploi	5 782	7 025	-1 243	-17,7%
provision pour CET	46 129	44 207	1 923	4,3%
provision autres litiges	10 534	11 200	-666	-5,9%

L'évolution des dotations aux provisions pour CET des salariés représente une augmentation de 1,9 M€. L'analyse globale de l'évolution du CET est précisée au § 3.2.2.

Parmi les nouvelles dotations aux provisions déjà évoquées précédemment dans les faits marquants de l'exercice, on notera les nouvelles dotations suivantes concernant :

- le risque de reprise de TVA sur demande de rescrit en attente (+ 2,7 M€)
- la provision pour risque de paiement de congés acquis pendant la maladie (+ 4,5 M€)

L'évolution des stocks d'USP est restée limitée en 2023 (+ 0,7 M€) ce qui entraîne une évolution identique des provisions pour dépréciation associées, ces stocks étant provisionnés à 100 % (cf. § 1.4.8).

- Les autres charges de fonctionnement augmentent fortement (+ 7,4 M€ par rapport à l'année précédente).

Elles s'élèvent à 12,9 M€ s'expliquant principalement par différentes charges le plus souvent compensées par des reprises de provisions antérieures :

- Non-valeur sur le dossier Garretta (§ 1.4.3) : 1,6 M€
- Remise gracieuse des débits des ACS de Bretagne (§ 1.4.2) : 5,3 M€
- Pénalités payées au LFB pour insuffisance de livraisons en 2022 : 2 M€

Ce poste enregistre également :

- Les subventions versées (principalement aux ADSB) : 1 M€
- Les créances admises en non-valeur : 1,7 M€

2.1.2 Les produits d'exploitation progressent de + 6,2%

Au total les produits d'exploitation augmentent de 65,5 M€ entre 2022 et 2023 (+ 6,2 %), principalement sous l'effet de l'augmentation de la subvention de fonctionnement versée à l'EFS par la CNAM.

- L'EFS a bénéficié d'une augmentation tarifaire générale sur les produits sanguins de + 3 % à compter du 1^{er} janvier 2023.

Compte tenu de la baisse des quantités cédées sur les principaux produits, l'évolution du chiffre d'affaires global (+ 1,1 %) n'a pas permis de bénéficier des ressources qu'aurait dû générer cette hausse tarifaire à activité équivalente.

➡ L'évolution du chiffre d'affaires se caractérise par les principaux éléments suivants :

Chiffre d'affaires				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Cessions de Concentrés de Globules Rouges	468 740	475 262	-6 522	-1,4%
Cessions de Plaquettes	119 738	112 416	7 321	6,5%
Cessions de Plasmas thérapeutiques	20 839	21 635	-797	-3,7%
Cessions de plasmas mat 1ère au LFB	74 510	66 499	8 012	12,0%
Cessions de produits non thérapeutiques	15 707	15 747	-40	-0,3%
Analyses d'immunohématologie	91 553	93 698	-2 145	-2,3%
Analyses d'histocompatibilité	41 425	39 503	1 922	4,9%
Autres analyses de laboratoires	1 175	5 079	-3 904	-76,9%
Activités de soins	12 370	11 458	912	8,0%
Thérapie cellulaire et tissulaire	23 863	21 087	2 776	13,2%
Autres ventes (prestations diverses, formation, ...)	14 019	11 538	2 481	21,5%
	883 939	873 923	10 016	1,1%

➡ Les cessions de CGR qui représentent 53 % du CAHT global de l'EFS diminuent de - 1,4 %, les cessions de plaquettes varient de + 6,5 % et les plasmas thérapeutiques voient leurs cessions régresser de - 3,7 % par rapport à l'année précédente.

Aucun des produits principaux de l'EFS n'atteint les + 3 % qui auraient été attendus si le volume d'activité s'était maintenu d'une année sur l'autre.

Les quantités cédées diminuent dans tous les secteurs :

- CGR : - 4,3 %
- plaquettes : - 1,4 %
- plasmas thérapeutiques : - 7,9 %

- La subvention de fonctionnement versée par la CNAM s'est élevée à 54,7 M€. Cette subvention était de 21,5M€ en 2022, soit une augmentation importante de + 33,2 M€. Ce montant a permis de réduire l'impact des augmentations de charges sur le résultat de l'année.
- L'évolution des reprises de provisions et amortissements représente un écart favorable de 14 M€ par rapport à 2022, compte tenu des reprises effectuées sur les différentes provisions pour risques et charges généraux (litiges, PIDR, Pôle Emploi, CET ...).
- Un produit d'exploitation complémentaire de 1,5 M€ a été constaté suite au calcul de TVA récupérable complémentaire au titre de 2022 en application de la réponse au rescrit « TVA » (Cf. § 1.4.6 – 2)

2.2 Le résultat financier est équilibré

- Le résultat financier s'élève à + 401 K€.

Les principaux mouvements affectant le résultat financier sont ceux liés à la facturation des intérêts moratoires (IM) aux clients de l'EFS.

- ➡ Les produits financiers s'élèvent à 1,3 M€. Ils sont composés de 2 éléments principaux :
 - les facturations d'intérêts moratoires pour 1 177 K€ ;
 - les reprises de provisions sur IM pour 81 K€.

Il n'y a pas de revenus de placements financiers en 2023.

- ➡ Les charges financières s'élèvent à 0,9 M€, comprenant :
 - les intérêts d'emprunt et autres financements pour 83 K€ ;
 - les dotations aux provisions sur IM pour 801 K€.
 - les pertes de change sur opérations en devises pour 9 K€

2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts

Les cessions d'immobilisations, intégrées au résultat d'exploitation, constituent une ressource de 4,5 M€ pour 2023, en légère progression de 0,4 M€ par rapport à 2022 :

Cessions de l'actif			
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Produits des cessions d'actif	5 321	4 667	654
Valeur nette des actifs cédés	-788	-556	-233
Résultat des cessions d'actif	4 532	4 111	421

Le résultat de 2022 intégrait deux cessions immobilières, l'une à Lille (locaux de la rue Dampierre) et l'autre à Luisant (28).

Pour 2023, c'est la cession du site de Saint-Laurent du Var (06) qui procure une plus-value nette de 4,4 M€.

Compte tenu du redressement d'IS et de CIR antérieur lié au contrôle fiscal (0,8 M€), les produits d'impôts s'élèvent à 2,2 M€. Le crédit d'impôt recherche calculé pour l'exercice 2023 s'élève à 3 M€.

Malgré les éléments favorables observés, **le résultat net** de l'exercice reste déficitaire pour un montant de **- 8,7 M€** pour 2023.

2.4 Détail de la créance future d'impôts

Les variations de la créance future d'impôt nette se présentent de la façon suivante (en M€) :

Nature (en M€)	Au 01/01/2023	Variations de l'exercice 2023	Au 31/12/2023
Accroissement dette future d'impôt			
1. Subventions d'investissement	-7,22	-0,36	-7,58
2. Amortissement participation fondation POLMIT	0,00	0,00	0
SOUS-TOTAL	-7,22	-0,36	-7,58
Allègement dette future d'impôt			
1. Provisions non déductibles temporairement			
- indemnités de fin de carrière	64,99	1,07	66,06
- provision pour charges liées au personnel	11,66	1,14	12,80
- dépréciation des immobilisations	1,43	-0,27	1,15
- dépréciation de l'actif circulant	64,86	0,45	65,31
- sur amortissement Macron	1,15	-0,41	0,74
- provision dossiers litiges transfusionnels	1,13	-0,05	1,08
- provision pour charges diverses	24,28	-7,38	16,90
2. Produits imposés et non encore comptabilisés			
- Subventions (produits constatés d'avance)	4,26	0,18	4,44
SOUS TOTAL	173,76	-5,28	168,48
TOTAL	166,54	-5,64	160,91

La base d'imposition devrait globalement être minorée dans le futur de 160,9 M€

Les déficits fiscaux reportables de l'Etablissement Français du Sang s'élèvent à 93 M€ au 31 décembre 2023 (contre 81 M€ au 31 décembre 2022).

Les moins-values nettes à long terme taxables au taux réduit sont de 0.00 € en 2023 comme en 2022.

3_BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

3.1 Bilan actif

3.1.1 L'actif net immobilisé représente 48 % du total de l'actif

La valeur nette des immobilisations diminue de 4 M€ passant de 292,2 M€ en 2022 à 288,2 M€ à fin 2023.

	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
ACTIF IMMOBILISE			
immobilisations incorporelles nettes	10 234	9 945	289
immobilisations corporelles nettes	248 757	253 891	-5 134
immobilisations financières	29 173	28 405	768
Actif Immobilisé	288 164	292 240	-4 076

➡ Les méthodes d'amortissement des immobilisations restent inchangées ; les taux et durées d'amortissement retenus sont détaillés ci-dessous.

L'EFS applique la méthode des composants.

- **Taux d'amortissement appliqués aux immobilisations par composants :**

Immeubles bâtis	
Structures et ouvrages assimilés	4%
Étanchéité / toiture	5%
Ravalement	10%
Second œuvre	6,67%
Agencement / Aménagement	10%
Chambres froides	
Structure	6,67%
Rayonnages	10%
Équipement de production de froid	12,50%
Camions de collecte aménagés	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Aménagement	14,29%
Véhicules légers bi/tri-température de distribution	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Système de réfrigération	14,29%

- **Durées d'amortissement appliquées aux immobilisations non décomposées**

Code	Libellé	Durée (ans)
Logiciels (compte 2051)		
20531400	Logiciels bureautiques	3
20531500	Logiciels de laboratoire et autres logiciels MT	4

Code	Libellé	Durée (ans)
Installation à caractère spécifique sur sol propre (compte 21531)		
21531710	Installations spécifiques sol propre amortissables sur 15 ans	15
21531720	Installations spécifiques sol propre amortissables sur autres durées	Variable
Installation à caractère spécifique sur sol d'autrui (compte 21532)		
21534710	Installations spécifiques sol d'autrui amortissables sur 15 ans	15
21534720	installations spécifiques sur sol d'autrui sur autres durées	Variable
Matériel et outillage (compte 2154)		
21541720	Matériel durée de vie de 5 ans	5
21541770	Electroménager	5
21541730	Matériel durée de vie de 7 ans	7
21541740	Matériel durée de vie de 10 ans	10
21541780	Matériel durée de vie de 10 ans	10
Code	Libellé	Durée (ans)
21541760	Matériel acquis d'occasion	Variable
Véhicules (compte 21821)		
21827110	Véhicule tourisme	5
21827120	Véhicule utilitaire	7
21827130	Véhicule tourisme d'occasion	Variable
21827140	Véhicule utilitaire d'occasion	Variable
Matériel de bureau (compte 21831)		
21831720	Matériel de bureau	4
21831730	Matériel de bureau	10
21831740	Matériel de bureau occasion	Variable
Matériel informatique (compte 21832)		
21832710	Matériel informatique durée de vie 3 ans	3
21832720	Matériel informatique durée de vie 4 ans	4
21832730	Matériel informatique durée de vie 7 ans	7
21832740	Matériel informatique d'occasion	Variable
Mobilier (compte 21840)		
21847200	Mobilier sur 5 ans	5
21847300	Mobilier sur 10 ans	10
21847400	Mobilier d'occasion	Variable

Les évolutions principales de l'exercice sont :

- ➡ Les immobilisations incorporelles nettes augmentent de 0,3 M€ s'élevant à 10,2 M€. Elles sont constituées des logiciels medicotechniques et bureautiques, ainsi que des brevets et licences.

En 2023, un montant brut d'acquisitions a été enregistré sur ce poste pour 4,7 M€. Il concerne principalement la poursuite des projets de modernisation de la relation avec les donneurs pour 3,5 M€ (Web Donneurs et Innovadon) et le passage du logiciel SAP sous Cloud sécurisé pour 1,1 M€.

- ➡ Les immobilisations corporelles nettes représentent la plus grande partie de l'actif net immobilisé pour un montant de 248,8 M€, en diminution de 5,1 M€ par rapport à l'année précédente.

Les éléments caractéristiques suivants sont à mentionner :

Selon les résultats de la dernière enquête réalisée par la Direction des Achats et de l'Immobilier retraçant la situation immobilière de l'EFS au 31/12/2023 le parc immobilier global de l'EFS s'élève à 301 957 m² et se compose de :

- 120 506 m² en pleine propriété,
- 95 348 m² en mise à disposition ou affectation,
- 76 702 m² en location,
- 9 401 m² en bail emphytéotique.

Un détail retraçant, par établissement, les surfaces par statut et par région est joint en annexe.

- L'ensemble des acquisitions d'immobilisations de l'exercice 2023 s'est élevé à 40,4 M€ contre 53 M€ en 2022 répartis selon les catégories suivantes :

Acquisitions d'immobilisations				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Immobilisations incorporelles	4 705	4 060	645	15,9%
Investissements immobiliers	13 618	3 893	9 725	249,8%
Matériels immobilisés	12 096	23 840	-11 744	-49,3%
Autres immobilisations corporelles	4 216	2 443	1 773	72,6%
immobilisations en cours et avances	3 826	16 793	-12 967	-77,2%
Immobilisations financières	1 940	1 924	16	0,8%
	40 401	52 953	-12 552	-23,7%

Les efforts de réduction des investissements sur les renouvellements de matériels (- 11,7 M€ par rapport à l'année précédente) et sur les projets en cours (- 13 M€) ont été très importants afin de préserver la trésorerie de l'Etablissement.

L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation de locaux hospitaliers a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1 154 K€ (contre 1 426 K€ en 2022).

➡ Les immobilisations financières sont constituées par 3 éléments principaux :

- les titres de participation détenus par l'EFS dans sa filiale Diagast.
L'EFS détient 81,8% du capital de cette société, inscrit à l'actif pour un montant de 3,9 M€ (Cf. § 1.3.4)
- les versements effectués auprès des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables après 20 ans. Le montant net de ces prêts s'élève à 23,7 M€. En 2023, l'EFS a obtenu le remboursement de 1,1 M€ sur d'anciens prêts venus à échéance et versé de nouveaux prêts pour 1,9 M€.
- les dépôts et cautionnements versés à hauteur de 1,6 M€, n'ont pratiquement pas évolué en 2023. Il s'agit principalement de dépôts de garantie déposés auprès de bailleurs dans le cadre de baux souscrits par l'EFS.

3.1.2 L'actif circulant augmente de 32,4 M€

Le montant de l'actif circulant passe de 268,7 M€ à 301,1 M€, soit une forte augmentation de 32,4 M€

	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Stocks et encours de production	70 168	68 952	1 215
Créances clients	194 690	173 640	21 050
Créances fiscales et sociales	23 050	14 860	8 190
Créances diverses et charges constatées d'avance	13 199	11 291	1 909
Actif circulant - stocks et créances	301 107	268 743	32 364

L'évolution observée s'explique principalement par une augmentation importante de l'en-cours des créances clients dues (+ 21 M€).

➡ Les stocks et en-cours nets augmentent de 1,2 M€

De manière globale, les stocks nets, de consommables et de produits, augmentent de 1,2 M€ par rapport à 2022.

Les stocks de produits finis et encours de production, nets de dépréciation et y compris les USP, ont progressé de 2,4 M€ par rapport à la fin d'année précédente.

Stocks et encours				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Matières premières et consommables	35 483	36 656	-1 174	-3,2%
En cours de production	6 656	6 604	52	0,8%
Produits finis	27 455	25 110	2 346	9,3%
Marchandises pour revente	573	582	-8	-1,5%
	70 168	68 952	1 215	1,8%

➡ Le stock net final correspondant aux consommables s'élève à 35,5 M€ au 31 décembre 2023, en légère diminution par rapport à l'année précédente (- 1,2 M€)

Les principales variations concernent les stocks de consommables d'activité.

En valeur brute, les variations les plus importantes sont celles :

- des stocks de réactifs, produits chimiques et pharmaceutiques : + 0,3 M€ (+ 2,5 %) ;
- des stocks de DMU de prélèvement de sang total qui diminuent : - 1,1 M€ ;
- des stocks de DMU de prélèvement par aphérèse et préparation qui baissent de - 0,6 M€.

➡ Le stock net final correspondant à la production (en-cours et produits finis) s'élève à 34,1 M€, en augmentation de 2,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Stocks nets de produits finis et en cours	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Concentrés de globules rouges	13 368	13 012	355
Plaquettes	802	908	- 106
Plasmas thérapeutiques (produits finis)	5 252	3 811	1 441
Plasmas en cours et LFB	7 895	7 605	290
Tissus (production)	1 212	1 226	- 13
Autres produits	5 582	5 152	430
	34 111	31 714	2 397

Les stocks de concentrés de globules rouges représentent 39 % des stocks de produits nets.

➡ Le stock de marchandises se situe à 0,6 M€ à un niveau quasiment identique à celui de 2022. Il est composé principalement des produits des banques de tissus achetés à l'extérieur.

- ➡ Les unités de sang placentaire ont une valeur nette qui a été ramenée à zéro. Leur valorisation brute se situe à 66,5 M€ mais, compte tenu de leur faible taux de cession, ils font l'objet d'une provision à hauteur de 100% de leur valeur brute (cf. § 1.4.8)

➡ Les créances nettes sont en augmentation de +31,1 M€

	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Créances clients	194 690	173 640	21 050
Créances fiscales et sociales	23 050	14 860	8 190
Créances diverses et charges constatées d'avance	13 199	11 291	1 909
Actif circulant - créances	232 962	201 813	31 149

Les créances sont composées du poste "clients et comptes rattachés", des créances fiscales et sociales et des autres créances.

Leur évaluation présente les caractéristiques suivantes :

- les créances sont toutes évaluées en devises €,
- la part à plus d'un an à l'origine s'élève à 12 M€, principalement constituée des créances d'impôts (CIR 8,6 M€)
- les provisions pour dépréciation des comptes clients et autres créances s'élèvent à 4 M€ en diminution de 6,9 M€ compte tenu de la disparition des créances Garretta et Agents Comptables de Bretagne

- ➡ Les créances clients nettes s'élèvent à 194,7 M€, ce qui représente une augmentation de 21 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Le délai d'encaissement moyen de 2023 s'est légèrement dégradé, s'élevant à 59 jours pour les clients de métropole contre 56 jours en 2022.

La situation des clients situés dans les DOM, toujours délicate, s'est dégradée notamment pour ce qui concerne le CHU de Martinique dont l'encours a fortement augmenté dans le courant de l'année 2023.

Les évolutions des clients les plus importants sont les suivantes :

Créances clients (en K€)	Evolution 2023 / 2022 (montant positif = augmentation de l'encours => défavorable)	solde au 31/12/2023	solde au 31/12/2022
APHM (Marseille)	1 934	3 322	1 388
APHP (Paris)	-3 513	6 755	10 268
HCL (Lyon)	1 636	4 622	2 986
ETS HOSP FALCONAJA BASTIA	318	2 166	1 848
CH de VERSAILLES	2 552	3 368	816
CHU de BORDEAUX	1 022	2 419	1 397
CHU DE LA REUNION	362	2 350	1 988
CH André Rosemond (Guyane)	646	1 335	689
PAP (Guadeloupe)	714	14 060	13 346
CHUM (Martinique)	4 030	7 754	3 724
LFB	4 006	14 441	10 435
	13 707	62 592	48 885

Des échanges et projets de compensation entre créances client et dettes fournisseurs sont en cours pour ramener les soldes des clients antillais à des encours moins élevés.

Il convient de signaler que le client LFB est revenu à des délais de règlement normaux. Son encours analysé au 31/12 a augmenté de + 4 M€ du fait de l'augmentation des cessions de fin d'année.

➡ Les créances fiscales et sociales s'élèvent à 23 M€, en augmentation de 8,2 M€ par rapport au 31 décembre 2022.

Un crédit de TVA de 3,2 M€ en attente de remboursement au 31 décembre 2023 explique en partie cette évolution (remboursement reçu en janvier 2024), ainsi qu'une créance de 3,6 M€ résultant des recalculs de TVA déductible conformément à la réponse reçue au rescrit « TVA ».

➡ Les charges constatées d'avance sont des charges qui ont été comptabilisées durant l'exercice comptable, mais dont une partie concerne l'exercice suivant. Il s'agit pour l'essentiel de primes d'assurance, de loyers et de maintenances.

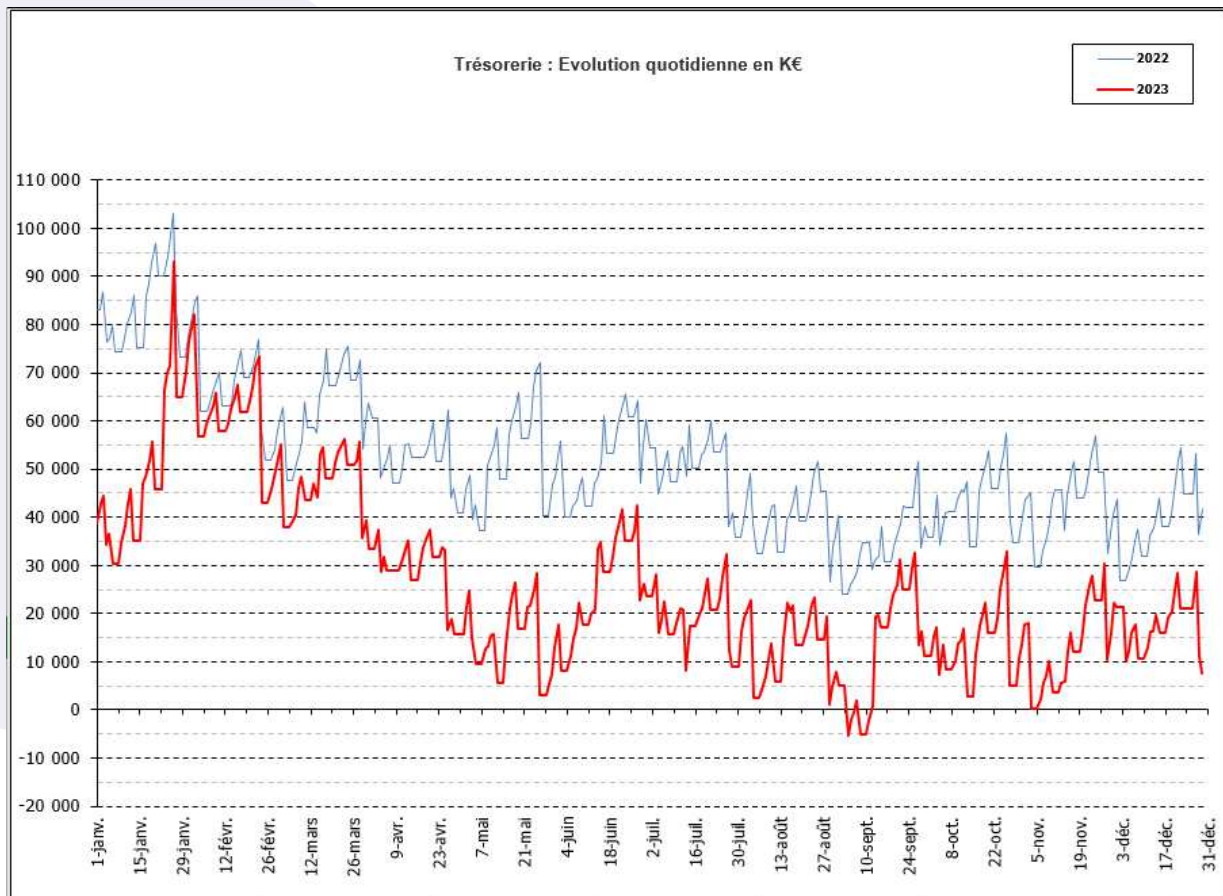
Elles se situent à 6,1 M€ contre 5,4 M€ l'année précédente.

- *La trésorerie disponible poursuit sa dégradation*

➡ Les disponibilités (comptes bancaires, caisses et régies) s'élèvent à 9,8 M€, en diminution de 28,8 M€ par rapport à 2022.

L'EFS ne dispose plus de placement à court terme depuis 2017.

➡ La courbe de suivi de la trésorerie au jour le jour caractérise la baisse continue de la trésorerie observée depuis mi-juillet 2022.



L'EFS a dû recourir au découvert bancaire SG pendant quelques jours entre fin août et début septembre 2023.

3.2 Bilan passif

3.2.1 Les fonds propres de l'EFS diminuent de – 9,4 M€

FONDS PROPRES (en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Dotation initiale de l'Etat	53 357	53 357	0
Réserves	154 743	154 743	0
Report à nouveau	44 452	84 824	-40 372
Résultat de l'exercice	-8 667	-40 372	31 705
Subventions d'investissement	12 373	13 138	-764
	256 258	265 690	-9 431

Du fait du résultat déficitaire de l'exercice 2023, les fonds propres de l'EFS régressent pour la deuxième année consécutive de façon importante (- 9,4 M€ en 2023 et - 42,7 M€ en 2022).

Les fonds propres sont composés :

- des financements non rattachés à des actifs déterminés (ex-dotation de l'Etat) versés à la création de l'EFS pour 53,3 M€ ;
- des financements rattachés à des actifs déterminés correspondant aux subventions d'équipement reçues dans le cadre du financement de certaines immobilisations (12,3 M€ en valeur nette) y compris les subventions inscrites en contrepartie des immobilisations MAD (4,5 M€ en valeur nette).
Leur reprise en résultat suit le même rythme que celui des immobilisations auxquelles ils sont rattachés.
En 2023, l'EFS a bénéficié d'un montant brut de nouvelles subventions d'équipement pour un total de 2,6 M€ ;
- des réserves pour 154,7 M€, sans changement par rapport à 2021 ;
- du résultat de l'exercice qui est déficitaire de -8,7 M€ ;
- du report à nouveau s'élevant à 44,5 M€. Ce poste enregistre chaque année l'affectation du résultat, en plus ou en moins. La perte réalisée en 2022 est venue fragiliser l'équilibre financier de haut de bilan en venant consommer une grande partie du report à nouveau.

➡ Le tableau synthétique d'évolution des fonds propres se présente comme suit :

Fonds propres au 31 décembre 2022 (en €)	265 689 659
Subventions d'investissement amorties et/ ou sorties	-2 060 655
Amortissements dérogatoires	
Résultat de l'exercice	-8 667 228
Nouvelles subventions d'investissement reçues	1 296 482
Fonds propres au 31 décembre 2023	256 258 258

3.2.2 Les provisions inscrites au passif diminuent de 2 M€

Deux catégories de provisions sont identifiées, les provisions pour risques (28,2 M€) et les provisions pour charges (127,3 M€).

➡ Les provisions pour risques diminuent de 1,2 M€ d'un exercice à l'autre du fait de l'évolution des dossiers considérés.

Les risques principaux retenus dans ce cadre sont :

- les contentieux transfusionnels avec les organismes Tiers Payeurs ou non inclus dans le périmètre de l'ONIAM (Cf. § 1.4.4) dont le montant total atteint 3,2 M€ ;
- la provision pour risque de facturation par Pôle Emploi pour des salariés ayant quitté l'EFS et susceptibles de bénéficier de prestations d'indemnisation de chômage : 12,8 M€ ;
- les risques relatifs à des contentieux prud'homaux en cours : 3,6 M€ ;
- les risques de non recouvrement pour des dossiers spécifiques notamment les intérêts moratoires à hauteur de 5,2 M€.

➡ Les provisions pour charges s'élèvent à 127,3 M€ et diminuent de 0,8 M€ entre 2022 et 2023.

Ce poste comprend notamment la provision pour indemnités de départ à la retraite. La méthode de calcul est explicitée au § 1.4.6.

Au 31 décembre 2023, le montant total de la PIDR comptabilisée s'élève à 66 M€, en augmentation de 1 M€ par rapport à 2022.

L'application de la méthode du corridor en 2014 modifiée en 2017 a conduit à ne pas constater en comptabilité la partie de la provision correspondant aux évolutions actuarielles.

En 2023, le montant qui figure en engagements hors bilan à ce titre est de 6,1 M€.

Les provisions pour prise en compte des Comptes Epargne Temps des salariés de l'EFS s'élèvent à 45,7 M€, en augmentation de 1,6 M€ entre 2022 et 2023. Ils se composent de 33 M€ pour la part des salaires bruts et de 12,7 M€ pour les charges sociales afférentes.

Les autres provisions pour risques et charges représentent 15,5 M€ comprenant principalement la provision constituée en 2019 pour le reversement de la régularisation de TVA sur immobilisations sur 5 ou 20 ans du fait du changement de régime fiscal de l'EFS (10,7 M€) et la provision pour charges de congés payés acquis pendant les arrêts maladie pour 4,5 M€ (Cf. § 1.4.9).

3.2.3 Les dettes financières diminuent de 1,5 M€ du fait des remboursements d'emprunt

➡ Ce poste, d'un montant global de 10,3 M€, correspond aux emprunts auprès des établissements de crédit.

L'EFS a souscrit en 2020 un emprunt de 15 M€ auprès de la Banque Postale afin de financer des travaux immobiliers (site de Lille principalement).

Les remboursements de l'exercice se sont élevés à 1,5 M€ expliquant en totalité la variation de ce poste d'un exercice à l'autre.

Au 31 décembre 2023, seul cet emprunt reste en compte, il n'y a pas d'autre emprunt en cours

3.2.4 Les dettes d'exploitation augmentent de + 12,4 M€

Au total, les dettes d'exploitation constatées au 31 décembre 2023 s'élèvent à 177,1 M€, en augmentation de + 12,4 M€ soit + 7,6 % par rapport à 2022.

DETTES D'EXPLOITATION (en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022
Dettes fournisseurs d'exploitation	129 046	114 531	14 515
Dettes fiscales et sociales	42 457	43 855	-1 398
Dettes diverses et produits constatés d'avance	5 549	6 269	-720
Dettes CT	177 052	164 655	12 397

➡ Les fournisseurs d'exploitation représentent la majeure partie de cette rubrique puisqu'ils atteignent un montant global d'encours de 129 M€, en augmentation de + 14,5 M€ par rapport au 31 décembre de l'année précédente.

Le délai moyen de décaissement des fournisseurs calculé pour l'année 2023 s'élève à 58,7 jours contre 51,3 jours pour l'année 2022 (et 55,2 jours en 2021).

Ce délai calculé sur l'année entière n'est pas nécessairement représentatif de la situation ponctuelle observée en fin d'année. Il caractérise cependant la dégradation du poste des dettes fournisseurs en continu.

Les compensations entre les créances clients et les dettes fournisseurs des établissements hospitaliers se sont élevées à 6,4 M€ principalement concernant l'APHP (Paris). Ces compensations contribuent également à la réduction des dettes fournisseurs.

➡ Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 42,5 M€ contre 43,8 M€ l'année précédente.

Elles comprennent les dettes en cours auprès des organismes sociaux qui s'élèvent à 20,7 M€, dont le montant principal concerne l'URSSAF (12 M€).

Les dettes provisionnées sur congés payés, repos compensateurs et éléments variables de paie s'élèvent à 16,3 M€ y compris les charges sociales afférentes.

Les charges à payer relatives aux dettes provisionnées pour congés payés, repos compensateurs, comptes épargne-temps (comptabilisés en provision dans la nouvelle présentation des comptes) et éléments variables de paie en attente de paiement, se situent à un niveau global de 59,9 M€ décomposé de la façon suivante :

Provisions sociales				
(en K€)	2023	2022	Evolution 2023 / 2022	
Dettes provisionnées pour congés à payer	3 089	2 887	202	
Charges sociales prov. s/ congés à payer	1 128	1 054	74	
Charges fiscales prov. s/ congés à payer	62	58	4	
<i>Congés payés</i>	4 278	3 998	280	7,0%
Dettes provisionnées pour repos compensateurs	4 768	5 044	-276	
Charges sociales prov. s/ repos compensateurs	1 740	1 841	-101	
Charges fiscales prov. s/ repos compensateurs	95	101	-6	
<i>Repos compensateurs</i>	6 603	6 986	-383	-5,5%
Provision pour dettes CET	33 013	31 819	1 194	
Provisions pour charges sociales et fiscales s/ CET	12 711	12 252	460	
<i>CET</i>	45 724	44 071	1 653	3,8%
Dettes provisionnées pour éléments variables	2 546	1 735	811	
Dettes provisionnées pour intéressement	0	0	0	
Charges sociales prov. s/ éléments variables	730	557	173	
Charges sociales provisionnées s/intéressement	1	1	0	
Charges fiscales prov. s/ éléments variables	37	28	9	
<i>Autres éléments variables et intéressement</i>	3 315	2 321	994	42,8%
	59 921	57 376	2 544	4,4%

On notera l'augmentation des comptes de CET pour 1,6 M€ du fait de l'augmentation du nombre de jours épargnés par les salariés et compte tenu des augmentations salariales réalisées courant 2023.

L'EFS a une dette auprès de ses salariés au titre du CET pour un montant de 45,7 M€ (salaires et charges sociales comprises) conforme aux données des exercices antérieurs (44 M€ en N-1).

3.2.5 Les dettes diverses et comptes de régularisation diminuent de 0,7 M€

- ➡ Les autres dettes pour 1,1 M€ restent stables. Ce poste comprend les comptes créditeurs divers et notamment les excédents de versements reçus à rembourser pour 0,3 M€.
- ➡ Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 4,5 M€ en augmentation de 0,7 M€ par rapport à 2022.
Ils correspondent en majeure partie à des subventions de recherche perçues pour une période dépassant l'exercice ainsi qu'à la facturation à l'avance de réservations de salles dans le cadre de partenariats de recherche médicale.



TABLEAUX ANNEXES

1. IMMOBILISATIONS
2. IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION
3. AMORTISSEMENTS
4. PROVISIONS
5. ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
6. COMPTES DE REGULARISATION
7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
8. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
9. EFFECTIFS
10. ENQUETE PATRIMONIALE SUR LA SITUATION DES BIENS
11. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE
12. AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN
13. ENGAGEMENTS RECUS (baux)
14. ENGAGEMENTS RECUS (mises à disposition de terrains et locaux)



IMMOBILISATIONS

y compris biens mis à disposition contrôlés et valorisés par France Domaine (MAD)

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

VALEURS BRUTES	Valeur brute au 31/12/2022	Acquisitions	Virement de poste à poste	Cessions ou mises hors service	Valeur brute au 31/12/2023
Frais établissement et de développpt TOTAL I					
Autres postes immobilisations. incorpore TOTAL II	89 419 719	4 545 124	159 864	210 213	93 914 495
Terrains - Pleine propriété	10 596 760	10 820		114 548	10 493 031
- Terrains MAD	303 928	7 562			311 489
- Terrains MAD intégrés (1) (2)	2 529 940			1	2 529 939
Constructions - Pleine propriété	202 519 734	1 383 580	1 500 827	3 118 439	202 285 702
- sur sol d'autrui	102 508 793	3 342 795	2 661 912	780 468	107 733 032
- Constructions MAD intégrées (1) (2)	17 532 011			253 000	17 279 011
- installations générales	108 571 985	2 049 490	2 660 526	2 454 213	110 827 788
Installations techniques, matériel et outillage industriels	252 506 456	11 915 279	181 147	17 851 383	246 751 498
- installations générales, agencmts, aménag.					
Autres immob. - matériel de transport	10 926 356	704 550		1 162 920	10 467 985
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobilier	63 864 619	3 204 655	306 622	2 355 918	65 019 979
- emballages récupérables et divers	695 266			27 659	667 606
Immobilisations corporelles en cours	15 679 862	11 112 812	(7 470 898)	21 509	19 300 267
Avances et acomptes	43 700	184 392		43 700	184 392
TOTAL III	788 279 408	33 915 936	(159 864)	28 183 759	793 851 720
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	3 879 905				3 879 905
Autres titres immobilisés	16 043				16 043
Prêts et autres immobilisations financières	24 512 958	1 939 516		1 171 478	25 280 995
TOTAL IV	28 408 906	1 939 516		1 171 478	29 176 943
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	906 108 033	40 400 576	(0)	29 565 450	916 943 158

(1) Directives DGRIIP Instruction référence: 2012/11/6584 du 18 décembre 2012

(2) Cf. Tableau joint à l'annexe immobilisation, page suivante



IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION FIGURANT DANS LES COMPTES 2023

Clôture au 31/12/2023

ETABLISSEMENTS	SITES	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	TOTAL VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS DES CONSTRUCTIONS
PACA Corse	Gap	26 000,00	436 550,00	462 550,00	379 773,60
PACA Corse	Arlès	113 500,00	334 000,00	447 500,00	269 854,90
Nouvelle Aquitaine	Agen	1,00	-	1,00	-
Nouvelle Aquitaine	Pau	33 000,00	704 020,00	737 020,00	612 457,30
Nouvelle Aquitaine	Niort	150 000,00	1 200 000,00	1 350 000,00	1 043 931,60
Nouvelle Aquitaine	Poitiers	52 500,00	4 549 000,00	4 601 500,00	3 957 370,80
Bretagne	Quimper	102 000,00	-	102 000,00	-
Bretagne	Brest	1,00	300 000,00	300 001,00	260 982,90
Bretagne	Rennes Hopital Sud	9 000,00	45 000,00	54 000,00	39 147,40
Bretagne	Vannes	1,00	750 000,00	750 001,00	652 457,30
Ile de France	Poissy	20 000,00	596 000,00	616 000,00	518 486,00
Ile de France	Institut Gustave Roussy	15 000,00	250 000,00	265 000,00	217 485,80
Ile de France	IUTC Créteil	300 000,00	-	300 000,00	-
Ile de France	Pontoise	93 900,00	4 052 700,00	4 146 600,00	3 525 618,10
Occitanie	Nîmes	279 000,00	-	279 000,00	-
Centre Pays de Loire	Tours	170 160,00	1 626 320,00	1 796 480,00	1 414 805,70
Centre Pays de Loire	Nantes Hopital Nord	1,00	100 000,00	100 001,00	86 994,30
Auvergne Rhône Alpes	Moulins	27 600,00	237 400,00	265 000,00	206 524,50
Auvergne Rhône Alpes	Aurillac	40 000,00	330 000,00	370 000,00	287 081,20
Auvergne Rhône Alpes	St Etienne Bellevue	180 000,00	-	180 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Roanne	90 000,00	-	90 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Puy en Velay	50 000,00	-	50 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Annemasse	461 000,00	-	461 000,00	-
Martinique	Martinique	317 275,00	1 768 021,00	2 085 296,00	1 538 077,55
		2 529 939,00	17 279 011,00	19 808 950,00	15 011 048,95



AMORTISSEMENTS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

AMORTISSEMENTS	Amortissem ts au 31/12/2022	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissem ts au 31/12/2023
Frais établissement et de développem TOTAL I				
Autres postes immobilisations, incorporelles TOTAL II	78 995 187	4 204 447	154 541	83 045 093
Terrains	973 284	61 000	6 823	1 027 461
- s/sol propre	137 585 488	7 218 794	2 702 076	142 102 206
Constructions	59 938 487	4 468 548	604 484	63 802 552
- s/sol autrui	14 144 260	1 086 842	220 053	15 011 049
- biens MAD	84 014 160	4 643 875	2 306 588	86 351 447
- installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	175 622 904	14 298 256	17 330 546	172 590 614
- installations générales, agencem ts, aménag.				
Aut. immob.	8 579 158	575 122	1 122 031	8 032 249
- matériel de transport	51 353 559	5 264 008	2 345 553	54 272 014
corporelles	651 479	14 328	27 659	638 148
- matériel de bureau et informatique, mobilier				
- emballages récupérables et divers				
TOTAL III	532 862 780	37 630 772	26 665 812	543 827 740
TOTAL (I à III)	611 857 967	41 835 219	26 820 353	626 872 833



PROVISIONS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au

31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 31/12/2022	Provisions incorporées à un compte de réserves	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises		Montant au 31/12/2023
				Prov. utilisée	Prov. non utilisée	
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges	3 702 873		1 465 724		1 530 048	3 638 550
Provisions pour pénalités	2 640 000			2 640 000		
Provisions pour pertes de change	8 349			8 349		
Provisions indemnités de départ à la retraite	64 985 910		5 996 459	4 924 783		66 057 586
Provisions pour impôts	4 468 725		3 579 949	863 552	7 185 122	
Autres provisions pour risques et charges	81 742 619		58 201 490	48 367 249	5 757 432	85 819 428
TOTAL I	157 548 476		69 243 622	56 803 933	14 472 602	155 515 563
Provisions pour dépréciation						
Provisions immobilisations incorporelles	342 120		175 800			517 920
Provisions immobilisations corporelles	1 663 105				279 203	1 383 903
Provisions autres immobilisations financières	4 392		0			4 393
Provisions stocks et en cours	70 401 676		71 192 464	70 339 215		71 254 925
Provisions comptes clients	1 128 542		333 400	22 419	61 471	1 378 052
Autres provisions pour dépréciation	10 897 704		44 012	1 642 334	5 304 766	3 994 617
TOTAL II	84 437 540		71 745 677	72 003 968	5 645 439	78 533 810
TOTAL GENERAL (I + II)	241 986 016		140 989 299	128 807 901	20 118 041	234 049 373
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles		140 187 817 801 482	128 727 081 80 819	20 118 041	



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

ETAT DES CREANCES	Montant brut au 31/12/2023	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts (1)	23 687 552	882 712	22 804 840
Autres immobilisations financières	1 581 442	618 537	962 905
Clients douteux ou litigieux	1 448 171	90 642	1 357 529
Autres créances clients	194 619 715	194 585 139	34 576
Mises en débet et autres créances			
Personnel et comptes rattachés	135 306	132 722	2 584
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 390 796	2 355 967	34 829
Etat et autres collectivités	11 372 070	2 784 129	8 587 941
- impôt sur les bénéfices			
- taxe sur la valeur ajoutée	9 034 402	9 034 402	
- subventions à recevoir			
- divers	2 643 486	2 629 703	13 783
Groupe et associés			
Débiteurs divers	8 043 059	6 565 492	1 477 567
Charges constatées d'avance	6 146 847	5 927 199	219 648
TOTAUX	261 102 846	225 606 644	35 496 202
(1) Montant :			
- prêts accordés en 2023	1 519 220		
- remboursements obtenus en 2023	422 125		

ETAT DES DETTES	Montant brut au 31/12/2023	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts, dettes - à 1 an maximum				
établissement crédit - à plus de 1 an	10 128 240	1 500 000	6 000 000	2 628 240
Emprunts, dettes financières divers (1) (2)	155 996	5 000	70 000	80 996
Fournisseurs, comptes rattachés	111 131 123	110 769 703	311 584	49 836
Personnel et comptes rattachés	11 352 502	9 949 331	1 403 171	
Sécurité sociale, aut.org sociaux	25 499 044	24 988 399	364 532	146 113
Etat Impôts sur les Bénéfices				
Etat et autres - T.V.A.	2 338 070	2 338 070		
collectivités - autres impôts	2 902 405	2 874 322	28 083	
Dettes immobilisations et cptes rattachés	17 915 237	14 465 625	2 720 315	729 297
Groupe et associés	265 576	265 576		
Autres dettes	1 192 514	1 010 168	182 346,00	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 455 921	2 062 152	2 393 769	
TOTAUX	187 336 628	170 228 346	13 473 800	3 634 482
(1) Emprunts souscrits en 2023				
Emprunts remboursés en 2023	1 500 000			

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG



COMPTES DE REGULARISATION

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

Dettes	Montant
Intérêts courus et non échus sur emprunts	3 240
Fournisseurs	65 948 560
Clients RRR à accorder et avoirs à établir	83 163
Personnel et organismes sociaux	14 778 874
Organic	1 397 645
Taxe sur les véhicules	281 419
Charges fiscales	200 252
Autres charges à payer	35 500
TOTAL DES CHARGES A PAYER	82 728 652

Créances	Montant
Clients factures à établir	703 409
Fournisseurs avoirs à recevoir	1 616 073
Personnel et organismes sociaux	2 390 797
État et autres collectivités	43 006
Autres produits à recevoir	881 152
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	5 634 437

Charges	Montant
Charges d'exploitation	6 146 847
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	6 146 847

Produits	Montant
Subventions d'exploitation	4 455 921
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 455 921



FINANCEMENT DES ACTIFS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

	Montant au 31/12/2022	Nouvelles subv Dotations	Subventions totalement amorties	Reclassements	Montant au 31/12/2023
<u>FINANCEMENT ETAT/ANR</u>					
MONTANT BRUT	3 874 408	1 050 501	10 793	24 356	4 938 472
AMORTISSEMENTS	2 271 475	286 675	10 793		2 547 357
<u>FINANCEMENT DE TIERS AUTRES QUE L'ETAT</u>					
MONTANT BRUT	21 486 945	259 269	618 892	-37 644	21 089 678
AMORTISSEMENTS	15 869 987	654 190	618 892		15 905 285
<u>BIENS MAD</u>					
MONTANT BRUT	20 061 951		253 001		19 808 950
AMORTISSEMENTS	14 144 260	1 119 790	253 001		15 011 049
MONTANT DES SUBVENTIONS NETTES	13 137 581				12 373 408



TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

	Capital	Quote-part de capital détenue	Capitaux propres	Droits de vote en %	Valeurs comptables des titres détenus		Chiffre d'affaires HT en 2023	Résultat en 2023	Dividendes encaissés en 2023	Prêts & avances consentis	Montant des cautions et avals donnés
					Brute	Nette					
FILIALES (Plus de 50 % du capital détenu)											
DIAGAST SAS	4 742 140	81,8%	26 718 012	81,8%	3 879 905	3 879 905	52 777 907	3 948 363	0	0	0

dernières données connues au 23/02/2024

L'Etablissement Français du Sang est société-mère et entreprise consolidante pour le Groupe EFS



EFFECTIFS

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

	Nombre de personnes au 31/12/2023	Nombre d'ETP au 31/12/2023	Nombre de personnes au 31/12/2022	Nombre d'ETP au 31/12/2022
Salariés de droit privé	8 794	8 266	8 807	8 271
Contractuels de droit public	2	2	2	2
Personnel détaché	52	47	65	59
Personnel mis à disposition	227	202	260	235
TOTAL	9 075	8 516	9 134	8 567



ENQUETE PATRIMONIALE SUR SITUATION DES BIENS AU 31/12/2023

Clôture au 31/12/2023

Etablissements	SURFACE M ² S.H.O.N CONSTRUITE TOTALE	Sites en Pleine Propriété (PP)	Sites en Mise à disposition (MAD) ou en Affectation (AFF)	Sites en Location (BL)	Sites faisant l'objet d'un Bail Emphytéotique (BE)
Services Centraux	8 447		-	8 447	
PA CA - Corse	15 983	48	9 245	6 690	
Nouvelle Aquitaine	31 845	13 319	11 134	5 665	1 727
Bourgogne - Franche Comté	18 481	10 713	5 592	1 826	349
Bretagne	15 761	9 118	3 544	1 780	1 319
Hauts-de-France-Normandie	57 095	28 129	7 373	21 592	
Ile de France	34 172	5 041	20 458	8 673	
Grand Est	25 534	16 637	7 703	1 194	
Occitanie	25 186	7 925	15 649	666	946
Centre-Pays de la Loire	27 578	13 606	7 539	6 432	
Auvergne Rhône Alpes	38 177	13 809	6 175	13 133	5 060
Guadeloupe - Guyane	2 379	2 159	-	220	
Martinique	891		891		
La Réunion Océan Indien	428		45	383	
TOTAL	301 957	120 506	95 348	76 702	9 401



ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2023

(Montants exprimés en euros)

Montant cumulé des redevances des exercices précédents	0	4 023	476	0	4 499
Montant des redevances afférentes à l'exercice	0	3 881	476		4 357
Montant cumulé des redevances au 31/12/2023	0	7 904	952	0	8 857
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	3 100	14 760		17 860
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	639	29 044		29 683
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	0	0		0
Montant total des redevances restant à payer	0	3 739	43 804	0	47 543
Prix d'achat résiduel des biens	0	95	61 118	0	61 213

Locations longue durée	Terrains	Constructions	Installations et matériel	Autres	TOTAL
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	20 466 829	6 801 467		27 268 296
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	57 652 363	8 835 104		66 487 467
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	62 619 269	31 147	0	62 650 416
Total	0	140 738 460	15 667 719	0	156 406 179



AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

(Montants exprimés en K euros)

Engagements financiers donnés	Montant
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - comprise dans le corridor	6 097
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - non comprise dans le corridor (amortissement sur 20 ans)	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	6 097

(Montants exprimés en K euros)

Engagements financiers reçus	Montant
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1 532
Autorisation découvert SOCIETE GENERALE	20 000
TOTAL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	21 532



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

Baux emphytéotiques / à construction

Etablissement	Site	Adresse
Nouvelle Aquitaine	Agen	Rue de la Grande Muraille - 47000 Agen
Bourgogne- Franche Comté	Macon	Centre Hospitalier Les Chanaux - 3 bld Louis Escande - 71018 Macon Cedex
Bretagne	Quimper	Centre Hospitalier de Cornouaille - 14 bis av Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper
Occitanie	Nîmes *	GHU de Nîmes Caremeau - 1 Place du Professeur Robert Debré - 30942 Nîmes
Auvergne - Rhône Alpes	Grenoble	29 avenue du Marquis du Gresivaudan - BP 35 - 38701 La Tronche Cedex
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	2 Chemin des Croiselets - 74370 Epagny Metz Tessy

* BE figurant dans les comptes valorisés par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2023

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 1/5)

Etablissement	Site	Adresse
PACA-Corse	Aix Hopital	Av Henri Pontier - 13090 Aix en Provence
PACA-Corse	Ajaccio	Centre Hospitalier Gal de la Miséricorde - 27 av Impératrice Eugénie -BP 411-20303 Ajaccio
PACA-Corse	Ajaccio	Centre Hospitalier Ajaccio - Site du Stiletto - 1180 Route A Madunuccia, 20090 Ajaccio
PACA-Corse	Arles *	Centre Hospitalier Joseph Imbert- Quartier Haut Fourchon - BP 195 - 13637 Arles
PACA-Corse	Avignon	285, rue Raoul Follereau BP 888 84084 Avignon Cedex 02
PACA-Corse	Bastia	Centre Hospitalier de Falconaja - BP 680 - 20604 Bastia Cedex
PACA-Corse	Briançon	Centre Hospitalier des Escartons - avenue Adrien Daurelle - 05105 Briançon Cedex
PACA-Corse	Cannes	259-261, avenue de Grasse - 06400 Cannes
PACA-Corse	Gap *	1 Place A.Muret - 05007 Gap
PACA-Corse	Marseille IPC	Institut Paoli Calmette- 232 Sainte Marguerite - 13273 Marseille Cedex 9
PACA-Corse	Marseille Baille	149 bld Baille - 13392 Marseille Cedex 05
PACA-Corse	Marseille Nord	Chemin des Bourrely - 13915 Marseille Cedex 20
PACA-Corse	Marseille Timone 1	Timone 1 Aile Rouge - Faculté de Médecine-27 Bld Jean Moulin 13005 Marseille
PACA-Corse	Marseille Timone 2	Timone 2 BMT - 264 rue Saint Pierre - 13005 Marseille
PACA-Corse	Toulon Sainte Musse	Rue Henri Sainte Claire Deville - 83056 Toulon
Nouvelle Aquitaine	Bayonne	Hôpital de la côte Basque - 13 av Jacques Loël - 64100 Bayonne
Nouvelle Aquitaine	Dax	Bld Yves du Manoir -BP 401 - 40018 Dax Cedex
Nouvelle Aquitaine	Dax - Hôpital Thermal	Hôpital Thermal - 1 rue Labadie - 40000 Dax
Nouvelle Aquitaine	Guéret	39 avenue de la Sénatorerie - 23000 Guéret
Nouvelle Aquitaine	La Rochelle	Centre Saint Louis - Rue du Dr Scheweitzer 17012 La Rochelle
Nouvelle Aquitaine	Limoges - CHRU IH	Hôpital Dupuytren - 2 av Martin Luther King - 87042 Limoges Cedex
Nouvelle Aquitaine	Mont-de-Marsan	Centre Hospitalier - 691 av de Cronstadt - 40000 Mont-de-Marsan
Nouvelle Aquitaine	Niort *	40 avenue Charles de Gaulle - CS 78801 79028 Niort Cedex
Nouvelle Aquitaine	Pau *	CH régional - 145 avenue de Buros - 64046 Pau Université
Nouvelle Aquitaine	Périgueux	Centre Hospitalier - 80 avenue Georges Pompidou - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Périgueux Victoria	Foyer de l'Enfance - Bat D - 14 rue Victoria - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Pessac - Haut Lévêque	Hôpital du Haut Lévêque - 1 Avenue Magellan - 33604 Pessac Cedex
Nouvelle Aquitaine	Poitiers *	La Milétrie 350, avenue Jacques Coeur - BP 482 86012 Poitiers
Nouvelle Aquitaine	Saintes	33 Chemin des Carrières de la Croix -BP 40251 17105 Saintes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 2/5)

Etablissement	Site	Adresse
Bourgogne - Franche Comté	Auxerre	2 Bld de Verdun - BP 98 - 89011 Auxerre Cedex
Bourgogne - Franche Comté	Chalon s/ Saône	Centre Hospitalier William Morey – 4 rue du Capitaine Drillien – 71321 Chalon sur Saône
Bourgogne - Franche Comté	Dijon	2 rue Angélique Ducoudray - 2078 Dijon
Bourgogne - Franche Comté	Montceau-les-Mines	Galuzot - 71230 Saint Vallier
Bourgogne - Franche Comté	Nevers	Hopital Pierre Bérégovoy - 1 bld de l'Hôpital - 58033 Nevers
Bourgogne - Franche Comté	Sens	CH Sens - 1 av Pierre Coubertin - 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Sens MDD	4 Rue Colette 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Trevenans	Hopital Nord Franche Comté 100 route de Moval 90400 Trevenans
Bretagne	Brest Caval Blanche *	CHRU La Cavale Blanche - Bld Tanguy Prigent - 29609 Brest
Bretagne	Lorient Scorff	Bât G Hôpital Scorff - rue Louis Guigen- BP 2233 - 56322 Lorient Cedex
Bretagne	Rennes Hôpital Sud*	Hopital Sud - 16 Bld de Bulgarie - 35 056 Rennes
Bretagne	St Brieuc	Centre Hospitalier La Bauchée - 10, rue Marcel Proust - 22021 St Brieuc Cedex 1
Bretagne	Vannes *	Bld du général Guillaudot 56017 Vannes
Hauts de France - Normandie	Alençon	25 rue de Fresnay - BP354 61000 Alençon
Hauts de France - Normandie	Amiens CHU	6 rue Emile Lesot - 80015 Amiens Cedex 2
Hauts de France - Normandie	Arras MDD	Maison du Don - CH Bât Dumand - 62022 Arras 62000 Dainville
Hauts de France - Normandie	Cherbourg en Cotentin MD	Centre Hospitalier du Cotentin rue deTrottebec 50100 Cherbourg en Cotentin
Hauts de France - Normandie	Creil CH	Boulevard Laennec BP 72 60109 Creil
Hauts de France - Normandie	Dieppe CH	Centre hospitalier de Dieppe - Avenue Pasteur 76200 Dieppe
Hauts de France - Normandie	Dunkerque CH	930 avenue Rosendael - BP 6367 - 59385 Dunkerque Cedex
Hauts de France - Normandie	Lens CH	Centre Hospitalier - 99 route de la Bassée - 62300 Lens
Hauts de France - Normandie	Lille CHU	CHRU de Lille - rue Emile Laisne - 59037 Lille
Hauts de France - Normandie	Montivilliers CH	Hopital J.Monod 29 av Pierre Mendès France 76290 Montivilliers
Hauts de France - Normandie	Rouen CHU	Hôpital Charles Nicolle - Pavillon Deroque -1 rue de Germont 76031 Rouen
Hauts de France - Normandie	Saint Quentin CH	Centre Hospitalier 1 av Michel de l'Hospital 02100 Saint Qentin
Hauts de France - Normandie	Valenciennes CH	Centre Hospitalier - av Désandrouin - BP 479 - 59322 Valenciennes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine

ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 3/5)

Etablissement	Site	Adresse
Ile de France	Antoine Beclère	Bât Jean Hamburger - 157 rue de la Porte de Trivaux - 92140 Clamart
Ile de France	Avicenne	125, route de Stalingrad - 93009 Bobigny Cedex
Ile de France	Beaujon	100 bd du Général Leclerc 92118 Clichy Cedex
Ile de France	Bicêtre	78 rue du Général Leclerc - 94275 Le Kremlin Bicêtre
Ile de France	Bichat Bât A	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat Bât T	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat TSUP	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Cochin	Bât St Jacques - 33, rue du Faubourg St Jacques - 75614 Paris Cedex 14
Ile de France	HEGP -G Pompidou	20 rue Leblanc - 75015 Paris
Ile de France	Henri Mondor	51, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 94010 Créteil Cedex
Ile de France	Inst G Roussy *	39 rue Camille Desmoulins - 94805 Villejuif
Ile de France	Lariboisière	Bâtiment Louis Devraigne - 2, rue Guy Patin - 75475 Paris Cedex 10
Ile de France	Melun	Centre hospitalier Marc Jacquet 270 avenue Marc Jacquet 77011 Melun
Ile de France	Necker Enfants	Bât Sèvres Archambault-Lamy - 149, rue de Sèvres - 75743 Paris Cedex 15
Ile de France	Paul Brousse	Bât. F.Siguiet- C.Bernard -14, av. Paul Vaillant Couturier 94800 Villejuif
Ile de France	Pitié Salpêtrière	Pavillon Laveran 47/ 83 bd de l'Hôpital - 75651 Paris Cedex 13
Ile de France	Poissy *	9 rue du Champ Gaillard - 78300 Poissy
Ile de France	Pontoise *	2 avenue de l'île de France - 95301 Pontoise
Ile de France	Robert Debré	48, bd Sérurier - 75019 Paris
Ile de France	Saint Antoine	53 bd Diderot - 75571 Paris Cedex 12
Ile de France	Saint Louis Bât B	Bât B - 1, avenue Claude Vellefaux ou 38 rue Bichat - 75010 Paris
Ile de France	Saint Louis Bât C	Bât C - Collecte - 1, avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
Ile de France	Tenon	4, rue de la Chine - 75970 Paris Cedex 20
Ile de France	Armand Trousseau	Bât C.Guérin - 26/28 avenue du Docteur Arnold Netter - 75721 Paris Cedex 12
Ile de France	Versailles le Chesnay	2 rue Jean Louis Forain -78153 Le Chesnay

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 4/5)

Etablissement	Site	Adresse
Grand Est	Charleville Mézières	45 av de Manchester - 08000 Charleville Mézières
Grand Est	Colmar	Hôpital Louis Pasteur - 6 rue du Hohnack - 68025 Colmar Cedex
Grand Est	Metz Nancy	CHR Thionville - 1 Allée du Château - 57085 Metz
Grand Est	Mulhouse	Hopital du Haserain - 87 avenue d'Altkirch - BP 1257 - 68055 Mulhouse
Grand Est	Nancy Brabois	avenue de Bourgogne - 54511 Vandœuvre Les Nancy
Grand Est	Reims	Hopital Maison Blanche - 45 rue Cognac Jay - 51092 Reims
Grand Est	Strasbourg	Hôpital de Haute pierre - avenue Molière - 67098 Strasbourg
Grand Est	Troyes	Centre Hospitalier - 101 rue Anatole France - B. P. 718 - 10003 Troyes
Occitanie	Albi	8 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 81000 Albi
Occitanie	Alès	Centre Hospitalier - 811 av du Docteur Jean Goubert - BP 139 - 30103 Alès en Cevennes
Occitanie	Auch	Centre Hospitalier - route de Tarbes -BP 382 - 32008 Auch Cedex
Occitanie	Béziers	Rue Valentin Haüy - 34500 Beziers
Occitanie	Cahors	34 rue Charles Bourseul - BP 92 - 46002 Cahors
Occitanie	Carcassonne Montredon	Hopital - 1060 Chemin de Cristol - La Madeleine Montredon - 11000 Carcassonne
Occitanie	Castres	CHI Castres Mazamet 22 rue Gambetta 81100 Castres
Occitanie	Montauban	10 rue du Docteur Alibert - 82000 Mautauban
Occitanie	Montpellier La Colombière	Hôpital La Colombière Av.Charles Flahault 34295 Montpellier
Occitanie	Montpellier CEMPAI	1919 route de Mende - 34090 Montpellier
Occitanie	Montpellier CECEMA	bâtiment 53 du Campus du Triolet, Université de Montpellier, 34095 MONTPELLIER CEDEX 5
Occitanie	Narbonne	31 rue Rabelais - 11100 Narbonne
Occitanie	Perpignan	55 av de la Salanque - BP 4101 - 66043 Perpignan Cedex
Occitanie	Rodez	CH Bourran-Jacques Puel - Av de l'Hôpital - 12027 Rodez Cedex 9
Occitanie	Sète	Centre Hospitalier Bassin de Thau - Bld Camille Blanc - BP 475 - 34207 Sète Cedex
Occitanie	Toulouse Fondreyre	97, rue de Fenouillet 31200 Toulouse
Occitanie	Toulouse INCERE	Avenue Hubert Curien 31100 Toulouse
Occitanie	Toulouse IUC Langlade	Avenue Joliot Curie ZA Langlade 31000 Toulouse
Occitanie	Toulouse Purpan	Centre Hospitalier Purpan - av de Grande Bretagne - BP 3210 - 31027 Toulouse
Occitanie	Toulouse Rangueil Bâtiment	CHU Rangueil - avenue du Professeur Jean Pouillhes 31054 Toulouse



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Closure au 31/12/2023

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 5/5)

Etablissement	Site	Adresse
Centre - Pays de la Loire	Blois	Mail Pierre Charlot - BP 761 41007 Blois
Centre - Pays de la Loire	Bourges	145 avenue François Mitterand - CS 50009 18023 Bourges
Centre - Pays de la Loire	Chartres Le Coudray	4 rue Claude Bernard BP 80027 28637 Le Coudray
Centre - Pays de la Loire	Le Mans	194 avenue de Rubillard - 72000 Le Mans
Centre - Pays de la Loire	Nantes Hopital Nord *	Bld Jacques Monod - 44800 Saint Herblain
Centre - Pays de la Loire	Orléans	14, avenue de l'hôpital - 45072 Orléans
Centre - Pays de la Loire	Tours Trousseau	CHU Trousseau - avenue de la République 37170 Chambray les Tours
Centre - Pays de la Loire	Tours Bretonneau *	2 boulevard Tonnellé BP 40661 37206 Tours
Auvergne - Rhône Alpes	Anemasse *	558 route de Findrol - 741130 Contamine sur Arve
Auvergne - Rhône Alpes	Aurillac *	50 avenue de la République - 15002 Aurillac
Auvergne - Rhône Alpes	Bourg en Bresse	Hôpital de Fleyriat - 900 route de Paris - 01012 Bourg en Bresse
Auvergne - Rhône Alpes	CHC Chambéry	Place Lucien Biset-BP 31125-73000 Chambéry
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	Centre Hospitalier Annecy Genevois - 1 av de l'Hôpital - Metz Tussy - 74374 Pringy
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Cardio (GHE)	28 av du Doyen Lépine - Bâtiment TM Hôpital Cardiologique - 69500 Bron
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Croix Rousse	Hôpital de la Croix Rousse - 103 Grande rue de la Croix Rousse - 69004 Lyon
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon I	5 place d'Arsonval Pavillon I - 69037 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon P	5 place d'Arsonval Pavillon P - 69347 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 1G CDS	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH B5	Hôpital Edouard Henriot - 5 Place d'Arsonval - pavillon P6 - 69347 LYON
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 3A IH/DEL	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Montluçon	Hôpital de Montluçon - 18 av du 8 mai 1945 - 03100 Montluçon
Auvergne - Rhône Alpes	Moulins *	10 avenue du Général de Gaulle - 03006 Moulins
Auvergne - Rhône Alpes	St Priest en Jarez	Hôpital Nord St Etienne - Pavillon de Biologie - av Albert Raimond - 42270 Saint Priest en Jarez
Martinique	Martinique *	Hopital Pierre Zobda Quitman - La Meynard - 97206 Fort de France
La Réunion	Saint-Denis	C.H.R Félix Guyon - Route de Bellepierre - 97405 Saint Denis Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine